



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et
du logement d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Subdivision 7

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES Société LAFARGEHOLCIM CEMENTS, site du TEIL.

Rédacteur - Affaire suivie par

L'ingénieur de l'industrie et des mines
Lionel ROUQUET

Tél : 04 75 82 46 46

Lionel.rouquet@developpement-durable.gouv.fr

Vérificateur

Vérifié, adopté et transmis à madame le préfet de l'Ardèche
Pour le directeur,
l'adjoint au chef de l'unité interdépartementale
Drôme-Ardèche

Boris VALLAT

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	Aménagement de stockages de combustible ENI – Réf.BVE/LH LE TEIL/7284167/rev 0
Nos références	20201028-RAP-DAEN0785
Adresse de l'établissement	Usine du Teil BP 5 07407 Le TEIL Cedex
Activité Principale	Fabrication de ciments
Code S3IC	61-02435
Priorité	PN
Pièce jointe	Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire
Transmission des documents - original - copies	Préfecture de l'Ardèche - SGAD Inspecteur signataire – chrono sub 7

1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

La société LAFARGEHOLCIM CEMENTS dont l'origine remonte à plus de 170 ans, exploite en France 9 cimenteries, l'usine de chaux de Cruas et 5 stations de broyage. Le groupe occupe des positions de premier plan dans ses 3 branches : le ciment, le granulat et le béton.

Le groupe LAFARGE compte actuellement 65 000 salariés répartis dans près de 64 pays sur les cinq continents.

Le site du Teil, berceau du groupe LAFARGE, est implanté sur les communes de Viviers et du Teil, dans le département de l'Ardèche (07). La cimenterie, approvisionnée par sa propre carrière à ciel ouvert voisine, a été mise en exploitation en 1833. La capacité de l'usine du Teil permet de produire près de 600 000 de tonnes de ciments, faisant de cette usine l'une des plus importantes cimenteries françaises.

La cimenterie emploie environ 170 personnes. Elle génère près de 900 emplois induits et indirects.

L'usine LAFARGE CEMENTS du Teil a obtenu les certifications ISO 9001 en 2003, ISO 14001 version 2004 en 2005, certifications renouvelées depuis.

Comme la plupart des cimenteries de cette taille, qui valorisent des déchets et de la matière, l'usine du Teil diversifie son mix combustible. L'industriel doit répondre à des problématiques de coûts et d'approvisionnement. Une nouvelle filière d'approvisionnement en huile a récemment été trouvée. L'emploi de ce nouveau combustible entraîne des modifications des installations du site conduisant à un dossier de demande d'examen au cas par cas, déposé le 16 septembre 2020.

2 . LE PROJET

Le projet de l'usine du TEIL est lié à un besoin d'adaptation à l'évolution du mix combustible disponible sur le marché.

Les fours de la cimenterie sont alimentés par plusieurs types de combustibles : solides tel que le coke de pétrole et liquides tels que des huiles, des G3000, du fioul... Le site est autorisé à stocker 8000 m³ de liquides inflammables.

Ce projet consiste à substituer un combustible type coke de pétrole ainsi que d'autres combustibles liquides par un combustible type fioul lourd haute viscosité dont la nature est semblable à celle de combustibles déjà autorisés sur ce site.

Les installations projetées comprendront :

- 2 zones de stockage de 6 cuves de 58 m³ unitaire (avec possibilité de 7^e cuve), pour chaque ligne de production ;
- 2 postes de déchargement pour chaque zone de stockage ;
- 1 système de traitement des vapeurs (pour chaque ligne) issues des opérations de dépotage et stockage ;
- 1 réseau de fluide caloporteur permettant de chauffer le combustible à 200 °C au niveau des stockages et jusqu'à 220 °C au niveau des points d'injection, grâce à des échangeurs de chaleur. La température du fluide caloporteur sera de 260 à 290 °C, avec un chauffage grâce à des chaudières. Le volume total de fluide dans les canalisations sera de 13,7 m³, avec par ailleurs 2 stockages de 10 m³ ;

- 2 chaudières au gaz naturel et 1 chaudière de secours au fioul domestique (avec stockage associé de 10 m³), de puissance thermique unitaire de 4,1 MW, ainsi qu'un vase d'expansion ;
- un ensemble de pompes de transfert et de recirculation ;
- 1 poste électrique 5,5 kV et containers électriques associés ;
- des installations de protection incendie.

Aucune augmentation de la capacité de production autorisée n'est prévue.

Aucune augmentation de la quantité totale de liquides inflammables susceptibles d'être stockés n'est prévue.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

Les aménagements projetés ne modifient pas le classement ICPE du site et ne nécessitent pas de nouvelles rubriques, ni de changement de régime des rubriques existantes (passage en enregistrement ou autorisation).

On note :

- une augmentation de volume de corps organiques combustibles classés en enregistrement sous la rubrique 2915.1.a. : Le volume sera de 48 700 litres.
- que la cimenterie était autorisée à stocker 8 000 m³ de liquides inflammables au titre de la rubrique 1432 et que ce volume ne sera revue à la baisse puisqu'elle s'engage à limiter la quantité totale de liquides inflammables à 2350 tonnes afin de pas franchir le seuil seveso seuil bas de la rubrique actualisée 4734.2a (qui se situe à 2500 t) ;
- le non franchissement du seuil seveso seuil bas par la règle du cumul. Pour ce faire, l'exploitant a transmis les fiches de données sécurités des produits concernés et s'est appuyé sur le guide technique "Prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement » (INERIS, dec 2013)

4. ENJEUX LIES AU PROJET

4.1 Impact sur l'environnement

- Espaces naturels et paysage

Les installations seront implantées sur une zone déjà transformée. Les installations sont de faibles hauteurs au regard des installations existantes.

Aucun espace naturel n'est impacté par les travaux.

- Qualité de l'eau

Aucun rejet aqueux n'est prévu dans le cadre du projet. Le combustible sera stocké dans des rétentions étanches conformément aux dispositions réglementaires qui encadrent déjà ces installations et qui encadrent également les aires de dépotage du combustible. A noter que ce produit fige rapidement à température ambiante et que le site est doté de capacités de rétention de 3 500 m³ équipés de séparateur hydrocarbures. Par ailleurs, le projet ne modifiera pas la consommation d'eau du site.

Aucun impact sur la qualité de l'eau n'est relevé dans le cadre du projet ENI.

- Qualité de l'air

Selon l'exploitant, au regard du retour d'expérience d'autres cimenteries, le fioul haute viscosité qui doit remplacer le coke de pétrole devrait améliorer la qualité des **rejets atmosphériques**. Les valeurs limites d'émission ne seront pas modifiées. L'utilisation à

terme de 60 000 t de ce nouveau combustible, selon les estimations présentées dans le dossier, devraient permettre la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 16 000 t. L'influence de l'utilisation de ce combustible sur les émissions sera rapidement observé dans le cadre de la surveillance continue des rejets.

Aucun impact sur la qualité de l'air n'est mis en évidence dans le cadre du projet ENI.

- Déchets

Le produit mis en œuvre est un combustible.

Le projet n'impacte pas la gestion des déchets du site.

- Trafic

Le projet devrait induire une légère réduction du trafic.

4.2 Risques accidentels

Les risques liés au projet sont l'incendie (feu de nappe) et l'explosion de cuve. Les installations projetées ont fait l'objet d'une étude de dangers.

Le scénario majeur en termes de distance d'effets (qui restent à l'intérieur des limites de propriétés) est le feu de nappe d'une rétention de fioul lourd haute viscosité. Pour y faire face, les deux rétentions seront dotées de déversoirs de mousse dont le déclenchement sera asservi à une détection de température, permettant d'enclencher la phase d'extinction au plus tôt.

Des dispositifs mobiles (type lance canon) permettront également l'extinction des autres zones à risque, ou refroidissement d'installations.

Les poteaux incendie présents permettent également la mise en place d'un refroidissement des installations voisines si besoin.

A noter que ce stockage de fioul a été positionné en prenant en compte les zones d'effets thermiques existantes.

Le projet n'entraînera pas de zones de danger inacceptables à l'extérieur du site. Les zones d'effets hors site n'atteignent pas des zones d'occupation humaine permanentes.

Le dossier Réf. BVE/LH LE TEIL/7284167/rev 0 fait état, aux paragraphes 6.3 et 6.4 d'un certain nombre de mesure spécifique au projet ENI visant à limiter les risques.

5. Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

L'enjeu combustible est capital pour l'avenir du site.. L'achat de ce nouveau produit se chiffre en dizaine de million d'euro et fait intervenir des décisions au plus haut niveau du groupe LAFARGE HOLCIM.

En ce qui concerne les potentiels de dangers liés au projet, ils correspondent à des potentiels de dangers déjà existants sur le site, et déjà maîtrisés. LAFARGEHOLCIM CEMENTS dispose de l'expérience dans la gestion de ce type de dangers, ainsi que des moyens techniques et organisationnels déjà suffisamment dimensionnés pour ce projet.

L'exploitant présente clairement dans son dossier, les dispositions techniques spécifiques visant à réduire les risques du projet ainsi que les moyens de défense incendie.

La situation administrative ne nécessite pas de nouvelles rubriques, ni de changement de régime des rubriques existantes (passage en enregistrement ou autorisation ou seveso).

Au regard de l'examen qui précède, compte tenu des caractéristiques du projet présenté dans la demande, des enjeux environnementaux liée à sa localisation et de ses impacts potentiels, l'inspection de l'environnement propose de donner un avis favorable à l'aménagement de stockages de combustible ENI sur l'usine LAFARGEHOLCIM CEMENTS du Teil.

Ainsi, nous proposons à madame le préfet de l'Ardèche, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint à ce rapport. Celui-ci prévoit notamment :

- la modification des seuils des rubriques ICPE concernées par le projet ;
- la prescription des mesures permettant de prévenir et limiter les risques d'incendie et d'explosion sur les installations projetées ;
- le renforcement des prescriptions en matière de défense incendie ;

Il n'est pas nécessaire de le soumettre à l'avis du CODERST.